

JEAN-MARC VITTORI

## Des banquiers hélas nécessaires

[ 19/05/09 ]

Evidemment, c'est tentant. La gauche de la gauche propose de nationaliser les banques pour faire un COUP (Crédit par un Organisme Unique Public). Des voix plus modérées suggèrent de jeter les banquiers avec l'eau de la crise. Après tout, ils ont fait n'importe quoi. Ils ont forgé la crise économique et financière la plus grave depuis près d'un siècle. Et au lieu de toucher le salaire de la peur, ils ont perçu des rémunérations affolantes. Selon les économistes Thomas Philippon et Ariell Reshef qui ont travaillé sur les rémunérations américaines depuis un siècle (1), « *les rentes comptent pour 30 % à 50 % des écarts de salaire [entre la finance et les autres secteurs] observés depuis la fin des années 1990. Dans ce sens, les financiers sont surpayés.* » Et ce n'est pas fini : la banque [UBS](#) vient d'annoncer qu'elle augmentait des hauts cadres durement frappés par la chute de leurs bonus.

Le problème, c'est que les banquiers sont nécessaires. Ils font un métier dont nous ne saurions plus nous passer : transporter l'argent dans l'espace et le temps. Il faut donc faire avec. Pire encore, il faut les sauver. A cet égard, la France est dans une position plutôt favorable. A part les naufrages de [Dexia](#) et [Natixis](#), ses maisons ont bien résisté, pour de bonnes raisons (vraie méfiance à l'égard de certains risques) et de moins bonnes (retard sur les concurrents). Mais en matière financière plus encore qu'ailleurs, il est impossible de rester dans ses frontières. Or à l'échelon de l'Europe, c'est beaucoup moins bien. A en croire le [FMI](#), la crise aura fait un trou de 1.000 milliards de dollars dans le capital de ses banques, moitié plus qu'aux Etats-Unis. Et pour l'instant, elles n'auraient levé que 400 milliards, soit 40 % du total, alors que les banques américaines auraient déjà comblé les deux tiers du trou. Ces chiffres sont jugés excessifs par beaucoup de financiers, de politiques et d'experts. Mais personne n'a contesté que la finance européenne soit terriblement davantage meurtrie.

Cette blessure bancaire peut paraître injuste dans la mesure où la crise a été « made in USA ». Elle révèle en fait l'amateurisme et l'aveuglement de la fine fleur financière sur le Vieux Continent et les îles qui l'entourent (Grande-Bretagne, Irlande, Islande...). Et elle menace directement l'économie, davantage qu'aux Etats-Unis. Dans son bulletin d'avril, la Banque centrale européenne donnait des chiffres révélateurs. En 2007, les entreprises de la zone euro ont couvert près de la moitié de leurs besoins en capitaux par des emprunts bancaires (47 % exactement), le reste venant à parts égales d'émissions d'actions et de l'argent prélevé directement sur le marché monétaire et obligataire. Aux Etats-Unis, c'est le contraire. Les entreprises ont levé à peine 17 % par le crédit bancaire. Elles ont pompé près de la moitié sur les marchés de créances, et un bon tiers via des émissions d'actions.

Aux Etats-Unis, il faut donc d'abord réparer le marché. Or le marché, c'est simple. Il suffit qu'il y ait des acheteurs et des vendeurs. Voilà pourquoi la Réserve fédérale achète plein de papiers. En Europe, il faut d'abord réparer les banques. Et c'est beaucoup plus compliqué, car il faut agir banque par banque, ligne à ligne. Voilà pourquoi la [BCE](#) privilégie les financements proposés aux banques. Le marché, c'est une 2CV. Il suffit de quelques coups de marteau et d'un peu de soudure pour que ça reparte. La banque, c'est une BMW truffée d'électronique. Pour la remettre en marche, il faut faire des tests dans tous les sens (qui n'ont pas encore été menés, à l'inverse des Etats-Unis) et mobiliser des armées d'ingénieurs. En attendant, tout ce qui donne de l'air aux banques va dans le bon sens. Dans ce contexte, la hausse de leurs marges est une excellente nouvelle, même si elle fait râler les candidats à l'achat d'un logement ou les patrons de PME payant cher un crédit à cause d'une crise dont ils ne sont en rien responsable. Pour les prêts à court terme aux entreprises, l'écart entre le taux proposé par les banques et le taux du marché monétaire a triplé en moins d'un an dans la zone euro, montre la BCE dans son bulletin de mai. C'est cher, mais la santé des banques n'a pas de prix.

(1) Wages and Human Capital in the US Financial Industry : 1909-2006, par Thomas Philippon et Ariell Reshef, NBER Working paper n° 14.644, janvier 2009.